



PERCEPTIONS D'INSÉCURITÉ, LÉGITIMITÉ DES ACTEURS MALGACHES ET DÉFICIT D'INTERVENTION PUBLIQUE DANS LA CONSTRUCTION DE LA CONFIANCE CITOYENNE

¹ Fidihiery Toky Tantely, ² Rahajamanana Jasmin,

³ RAKOTOSON Andriatiana Tolontsoa, ⁴ RASAMIMANANA Onja Vola

- 1- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo
- 2- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo
- 3- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo
- 4- Ecole Doctorale Ingénierie et Géosciences Université d'Antananarivo

RESUME : Cet article analyse les liens entre perceptions d'insécurité, légitimité des acteurs malgaches et déficit d'intervention publique dans la construction de la confiance citoyenne. Les résultats montrent d'abord un décalage important entre l'insécurité vécue et l'insécurité perçue. À Madagascar, les expériences d'insécurité restent relativement limitées, avec environ 7 % en 2008, 8 % en 2013 et 11,5 % en 2014, tandis que le sentiment d'insécurité atteint respectivement 35 %, 55 % et 65 %. Cette différence traduit une inquiétude sociale supérieure à l'exposition directe aux faits d'insécurité. L'analyse révèle aussi un écart constant entre les attentes citoyennes et l'intervention perçue des acteurs. Les élus sont attendus à 74 %, mais leur intervention est perçue à 54 %, soit 20 points d'écart. Le citoyen lui-même présente un écart de 26 points, tout comme les plus riches. Les grandes familles enregistrent 24 points d'écart. Enfin, la forte corrélation entre légitimité attendue et intervention perçue, estimée à 0,95, confirme la cohérence des perceptions citoyennes. Ces résultats soulignent l'importance de rendre l'action publique plus visible, proche et redevable.

Mots clés : insécurité perçue ; légitimité ; acteurs malgaches ; intervention publique ; confiance citoyenne.

ABSTRACT: This article analyzes the links between perceptions of insecurity, the legitimacy of Malagasy actors, and the deficit of public intervention in the construction of citizen trust. The results first reveal a significant gap between experienced insecurity and perceived insecurity. In Madagascar, experiences of insecurity remain relatively limited, reaching approximately 7% in 2008, 8% in 2013, and 11.5% in 2014, while the feeling of insecurity reaches 35%, 55%, and 65% respectively. This gap reflects a level of social concern that exceeds direct exposure to insecurity. The analysis also highlights a constant discrepancy between citizens' expectations and the perceived intervention of actors. Elected officials are expected to intervene by 74% of respondents, but their actual intervention is perceived at 54%, representing a 20-point gap. Citizens themselves show a 26-point gap, as do the wealthiest groups. Major families record a 24-point gap. Finally, the strong correlation between expected legitimacy and perceived intervention, estimated at 0.95, confirms the coherence of citizens' perceptions. These findings underline the need to make public action more visible, closer to citizens, and more accountable.

Keywords: perceived insecurity; legitimacy; Malagasy actors; public intervention; citizen trust.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21722697>

1 Introduction

Les perceptions d'insécurité, la légitimité des acteurs malgaches et l'effectivité de l'intervention publique constituent des dimensions importantes pour comprendre la construction de la confiance citoyenne. Dans un contexte marqué par des crises politiques récurrentes, des fragilités institutionnelles et des attentes sociales élevées envers les autorités publiques, la confiance ne dépend pas seulement de l'existence formelle des institutions. Elle repose également sur la capacité des acteurs publics, sociaux et communautaires à répondre aux préoccupations des citoyens, à rendre leur action visible et à créer des relations de proximité avec les populations. À Madagascar, la relation entre les citoyens et le pouvoir est souvent traversée par des formes d'incertitude, de distance institutionnelle et de méfiance. Les travaux portant sur les perceptions citoyennes montrent que l'exercice du pouvoir ne se réduit pas à la domination administrative ou politique ; il implique aussi des représentations sociales, des attentes collectives et des expériences vécues dans les rapports quotidiens entre gouvernants et gouvernés [1]. Dans cette perspective, l'insécurité doit être comprise non seulement comme un fait objectif, mais aussi comme une perception sociale liée au sentiment de vulnérabilité, au degré de protection ressenti et à la confiance accordée aux institutions. La légitimité des acteurs constitue également un élément central de cette réflexion. Les citoyens peuvent reconnaître certains acteurs comme responsables ou capables d'agir pour le bien collectif, sans pour autant percevoir leur intervention comme suffisante ou efficace. Cette distinction entre légitimité attendue et intervention perçue permet d'interroger la manière dont l'action publique est reçue, évaluée et reconnue par les populations. Elle permet aussi de comprendre pourquoi la confiance citoyenne peut rester fragile même lorsque les institutions sont présentes. La participation citoyenne apparaît alors comme un levier essentiel pour rapprocher les citoyens des décisions publiques. Les enquêtes Afrobaromètre consacrées à Madagascar soulignent l'importance des formes de participation communautaire, des réunions locales et des démarches collectives dans la relation entre citoyens et institutions [2]. Toutefois, la participation ne peut être considérée comme effective que lorsqu'elle dépasse la simple consultation formelle et permet aux citoyens de faire entendre leurs préoccupations, de contribuer aux décisions et de suivre les réponses apportées par les autorités. Dans le cadre des collectivités territoriales malgaches, cette question prend une importance particulière. La décentralisation vise théoriquement à rapprocher l'administration des citoyens, à renforcer l'action publique locale et à favoriser une meilleure prise en compte des besoins territoriaux [3]. Cependant, la gouvernance locale reste confrontée à plusieurs défis, notamment la faiblesse des ressources, la transparence limitée, la faible institutionnalisation des espaces de dialogue et la difficulté à établir une redevabilité effective entre autorités locales et populations [4]. Les initiatives récentes en matière de gouvernance participative insistent ainsi sur la nécessité de renforcer les mécanismes de dialogue, les plateformes locales de concertation et les dispositifs d'implication citoyenne [5]. Sur le plan théorique, cette étude s'inscrit dans les approches qui considèrent la participation comme un processus progressif d'implication et d'influence citoyenne. Arnstein montre que toutes les formes de participation ne donnent pas le même pouvoir aux citoyens : certaines relèvent d'une information descendante ou d'une consultation limitée, tandis que d'autres permettent une véritable capacité d'action et de décision [6]. De même, les travaux sur le capital social soulignent l'importance des réseaux de confiance, des relations de proximité et des formes d'engagement collectif dans le fonctionnement démocratique [7]. Ainsi, cet article vise à analyser les rapports entre perceptions d'insécurité, légitimité des acteurs malgaches et déficit d'intervention publique dans la construction de la confiance citoyenne. Il s'agit de comprendre comment les citoyens perçoivent les acteurs chargés d'agir pour le bien collectif, comment ils évaluent leur intervention et comment les dispositifs de concertation peuvent contribuer à renforcer la confiance publique. L'hypothèse générale est que la confiance citoyenne se construit lorsque l'action publique devient plus visible, plus proche, plus redevable et mieux articulée aux attentes exprimées par les populations.

2 Matériels et méthodes

2.1 Matériels

Les matériels utilisés pour cette étude ont été organisés autour d'un dispositif documentaire, empirique et numérique permettant d'analyser les perceptions d'insécurité, la légitimité des acteurs malgaches et le déficit d'intervention publique. La recherche s'est d'abord appuyée sur un corpus documentaire composé de rapports institutionnels, d'articles scientifiques, de documents sur la gouvernance locale, de publications relatives à la participation citoyenne et de données issues d'enquêtes antérieures. Ces documents ont servi à construire le cadre

d'analyse, à identifier les notions clés et à orienter les observations de terrain. En complément, des fiches de lecture ont été utilisées afin de synthétiser les informations issues des documents consultés. Chaque fiche a permis de relever l'auteur, l'année, l'objectif du document, les concepts principaux, les données mobilisables et les éléments utiles pour l'interprétation. Ce matériel documentaire a été accompagné d'une grille d'analyse thématique permettant de classer les informations selon plusieurs axes : perception de l'insécurité, confiance citoyenne, légitimité des acteurs, participation locale, intervention publique et dispositifs de concertation. Sur le terrain, les matériels mobilisés comprenaient un carnet d'observation, une grille de suivi des interactions locales, des fiches d'identification des acteurs et des supports de prise de notes. Le carnet d'observation a permis de consigner les situations rencontrées lors des descentes sur terrain, notamment les formes de dialogue entre citoyens, les attitudes envers les autorités locales, les lieux où se discutent les problèmes collectifs et les signes de confiance ou de méfiance envers l'action publique. Les fiches d'identification ont servi à distinguer les catégories d'acteurs observés, comme les élus, les chefs de fokontany, les leaders communautaires, les citoyens ordinaires, les associations locales et les acteurs institutionnels. L'étude a également mobilisé des questionnaires semi-structurés et des guides d'entretien. Les questionnaires ont permis de recueillir des données comparables sur les perceptions des citoyens, tandis que les guides d'entretien ont servi à approfondir les explications données par les enquêtés. Les questions ont porté sur le sentiment d'insécurité, les acteurs jugés légitimes pour intervenir, le niveau de confiance envers les autorités, les expériences de participation et les attentes envers les dispositifs de concertation. Ces outils ont permis de combiner des informations quantitatives et qualitatives, ce qui convient à une recherche portant à la fois sur des valeurs mesurables et sur des perceptions sociales. Les matériels numériques ont aussi occupé une place importante dans le traitement de l'étude. Un ordinateur a été utilisé pour la saisie, le classement et l'analyse des données. Les réponses collectées ont été organisées dans des fichiers tableurs, puis exploitées à l'aide de logiciels statistiques et de scripts Python. Les bibliothèques Python telles que pandas, numpy et matplotlib ont permis de structurer les données, de calculer les indicateurs descriptifs et de produire les figures scientifiques. Les visualisations obtenues ont ensuite servi à interpréter les relations entre insécurité perçue, légitimité attendue, intervention perçue et confiance citoyenne. Ainsi, les matériels utilisés ne se limitent pas aux documents et aux questionnaires. Ils comprennent également des instruments d'observation, des outils de classement, des supports de synthèse, des fichiers numériques et des outils de visualisation. Cette combinaison permet de passer d'une collecte empirique à une analyse structurée des phénomènes sociaux. Elle s'inscrit dans une démarche proche de l'étude de cas, car elle cherche à comprendre un phénomène social dans son contexte réel, tout en mobilisant plusieurs sources de données. Elle rejoint aussi les approches d'analyse qualitative qui accordent une importance particulière au classement, à la comparaison et à la visualisation des données recueillies.

2.2 Méthodes

La méthode utilisée pour réaliser cette étude repose sur une démarche d'analyse secondaire, descriptive et comparative des données. Elle consiste d'abord à exploiter des rapports, enquêtes et documents déjà disponibles sur Madagascar, puis à organiser les informations autour de trois dimensions principales : les perceptions d'insécurité, la légitimité des acteurs malgaches et l'intervention publique perçue. Cette approche permet de ne pas considérer les données comme de simples pourcentages isolés, mais comme des indicateurs sociaux permettant d'interpréter les rapports entre citoyens, institutions et confiance publique. Elle s'inscrit dans une logique classique de recherche en sciences sociales, où les données sont collectées, classées, comparées et interprétées en fonction d'une problématique précise [10]. La collecte des données a reposé principalement sur une recherche documentaire structurée. Les informations ont été extraites des graphiques, rapports institutionnels et enquêtes disponibles, puis regroupées dans des tableaux thématiques. Cette démarche permet de croiser plusieurs types de matériaux afin de renforcer la cohérence de l'analyse. Elle se rapproche de la triangulation, dans la mesure où l'étude ne dépend pas d'une seule source, mais combine des données quantitatives, des observations issues des documents et une interprétation sociopolitique des phénomènes étudiés [11]. Le prétraitement des données a consisté à transformer les informations extraites des figures en tableaux exploitables. Les catégories ont été harmonisées afin de rendre les comparaisons possibles. Les données relatives à l'insécurité ont été distinguées entre expériences vécues et perceptions ressenties, tandis que les données relatives aux acteurs ont été séparées entre légitimité attendue et intervention perçue. Les valeurs ont ensuite été vérifiées, arrondies et organisées dans une base claire. Cette étape est importante, car une donnée bien structurée facilite les calculs, les regroupements et la production de visualisations lisibles. Cette logique rejoint le principe des données ordonnées, selon lequel chaque variable,

chaque observation et chaque valeur doivent être clairement identifiées [12]. Le traitement des données a été réalisé avec le langage Python, afin d'automatiser les calculs, de réduire les erreurs manuelles et de rendre l'analyse plus reproductible. Les données ont été structurées sous forme de tableaux, puis traitées pour calculer des moyennes, des écarts, des scores synthétiques, des classements et des relations entre variables. Python a aussi permis de relier directement les données brutes, les traitements et les visualisations dans une même démarche analytique. Son usage est particulièrement adapté aux travaux qui nécessitent à la fois nettoyage, transformation, analyse et représentation graphique des données [13]. Les méthodes statistiques utilisées sont restées principalement descriptives et exploratoires. L'objectif n'était pas d'établir un modèle causal complexe, mais de faire apparaître les tendances dominantes. Les écarts en points de pourcentage ont permis de mesurer la distance entre les attentes citoyennes et les interventions perçues. Les matrices de corrélation ont servi à observer la cohérence entre les variables, notamment entre légitimité attendue et intervention perçue. La bibliothèque SciPy peut appuyer ce type d'analyse lorsqu'il est nécessaire d'approfondir les calculs statistiques, notamment les corrélations et les comparaisons numériques [14]. La visualisation des données a constitué une étape essentielle de la méthode. Les graphiques radar ont permis de comparer plusieurs acteurs ou dimensions dans une même figure. Les graphiques en barres ont servi à représenter les écarts entre attentes et interventions. Les nuages de points ont montré le décalage entre l'insécurité vécue et l'insécurité perçue. Les matrices de corrélation ont permis de rendre visibles les relations entre les variables. L'ensemble de ces visualisations a été produit dans un environnement Python reproductible, pouvant être organisé dans des notebooks afin de conserver ensemble le code, les résultats et les commentaires d'analyse [15].

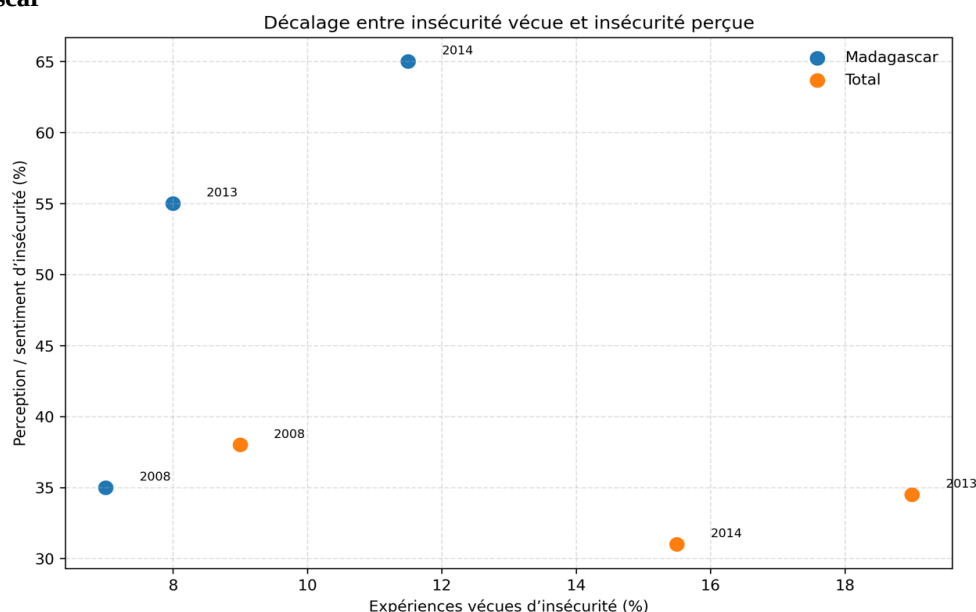
3 Résultats et discussions

3.1 Résultats

3.1.1 Décalage entre insécurité vécue et insécurité perçue : une lecture de la confiance publique à Madagascar

La figure ci-dessous met en relation deux dimensions de l'insécurité : les expériences effectivement vécues par les citoyens et le sentiment d'insécurité ressenti. L'axe horizontal représente les expériences vécues d'insécurité, tandis que l'axe vertical indique le niveau de perception ou de sentiment d'insécurité. La comparaison entre Madagascar et la moyenne des pays enquêtés permet d'observer si la peur exprimée par les citoyens correspond réellement au niveau d'insécurité subi ou si elle traduit un décalage plus profond lié au climat social, politique et institutionnel.

Figure 1: Décalage entre insécurité vécue et insécurité perçue : une lecture de la confiance publique à Madagascar



Source : Auteur 2026

Interprétation

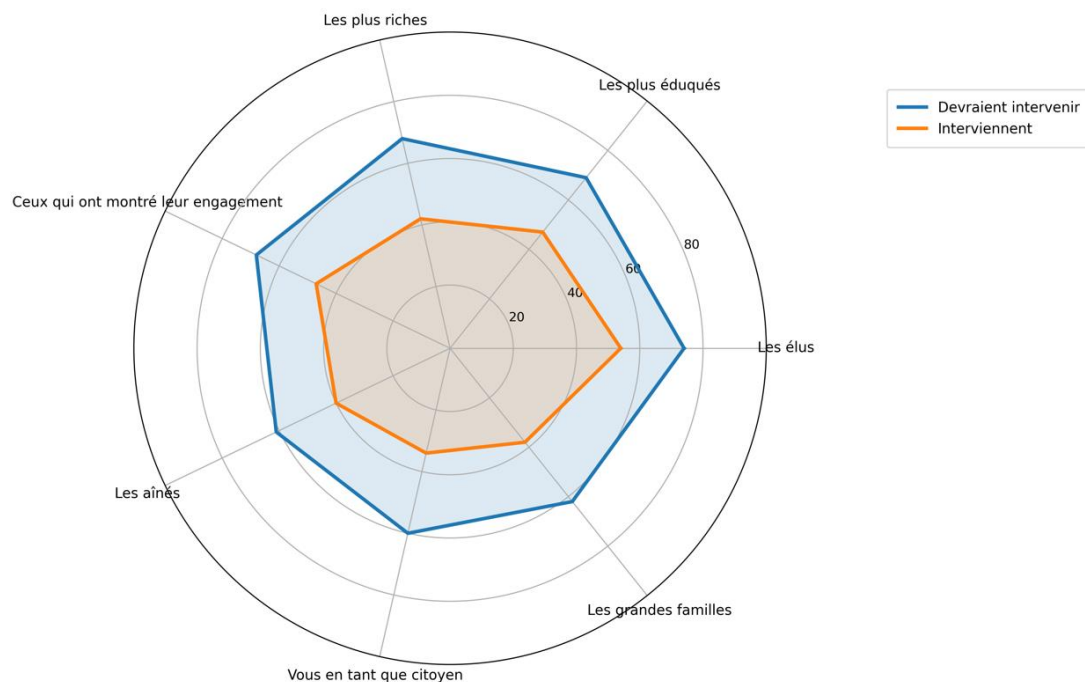
L'analyse du graphique montre une nette domination des relations de proximité dans la formation des opinions. D'après cette figure, on voit que Madagascar présente un décalage particulièrement marqué entre l'insécurité vécue et l'insécurité perçue. En 2008, les expériences vécues d'insécurité à Madagascar se situent autour de 7 %, alors que la perception de l'insécurité atteint environ 35 %. En 2013, les expériences vécues restent relativement faibles, autour de 8 %, mais le sentiment d'insécurité augmente fortement pour atteindre près de 55 %. En 2014, le phénomène devient encore plus visible : les expériences vécues montent à environ 11,5 %, tandis que la perception de l'insécurité atteint près de 65 %. Ces valeurs montrent que la peur ou l'inquiétude des citoyens dépasse largement leur exposition directe aux faits d'insécurité. La comparaison avec la moyenne des pays enquêtés renforce cette observation. Pour le total, les expériences vécues sont plus élevées que celles de Madagascar, avec environ 9 % en 2008, 19 % en 2013 et 15,5 % en 2014. Pourtant, le sentiment d'insécurité y reste plus faible, autour de 38 % en 2008, 34,5 % en 2013 et 31 % en 2014. Autrement dit, dans l'ensemble des pays comparés, les citoyens déclarent davantage d'expériences concrètes d'insécurité, mais ils ressentent moins fortement l'insécurité que les citoyens malgaches. Ce résultat est important pour l'analyse de la confiance publique. Il montre que l'insécurité ne doit pas être comprise uniquement comme une réalité matérielle ou statistique. À Madagascar, elle apparaît aussi comme une perception sociale liée à l'incertitude, à la vulnérabilité et au rapport entre les citoyens et les institutions. Le fait que le sentiment d'insécurité augmente fortement alors que les expériences vécues restent relativement limitées peut traduire une fragilité de la confiance envers la capacité des autorités à protéger les citoyens et à répondre efficacement aux problèmes locaux. Dans le cadre des collectivités territoriales malgaches, cette figure montre que les dispositifs de concertation peuvent jouer un rôle important. Lorsque les citoyens se sentent exposés, même sans avoir directement subi des actes d'insécurité, ils ont besoin d'espaces de dialogue pour exprimer leurs inquiétudes, comprendre les actions publiques et participer à la recherche de solutions locales. La concertation permet alors de réduire la distance entre perception citoyenne et action institutionnelle. Elle devient un outil de reconstruction de la confiance publique, non seulement parce qu'elle informe les citoyens, mais aussi parce qu'elle reconnaît leurs préoccupations comme légitimes.

3.1.2 Ecart entre légitimité attendue et intervention perçue des acteurs du bien collectif

La figure ci-après présente la comparaison entre deux dimensions importantes de la confiance publique : d'une part, les acteurs que les citoyens estiment devoir intervenir pour le bien collectif, et d'autre part, les acteurs qu'ils perçoivent comme intervenant réellement. La représentation radar permet de visualiser l'écart entre la légitimité attendue et l'effectivité perçue de l'action. Plus la courbe bleue s'éloigne de la courbe orange, plus la distance entre les attentes citoyennes et l'intervention réelle apparaît importante.

Figure 2: Ecart entre légitimité attendue et intervention perçue des acteurs du bien collectif

Radar des scores positifs : légitimité attendue vs intervention perçue



Source : Auteur 2026

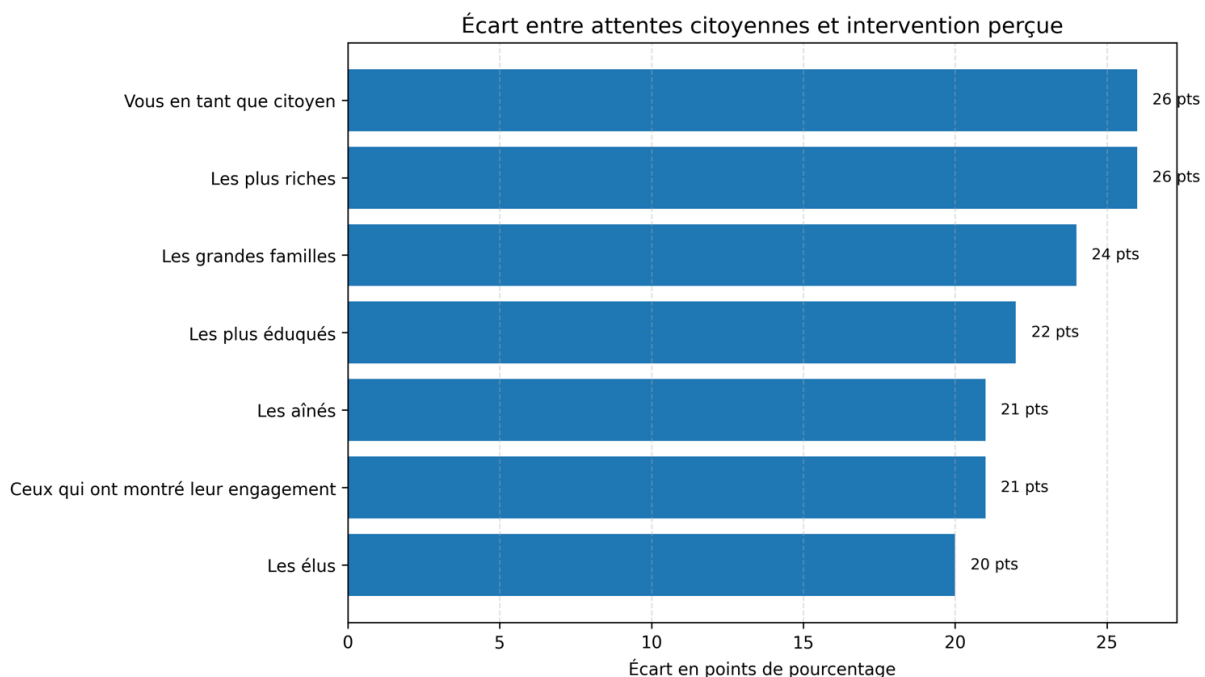
Interprétation

L'analyse montre d'abord que la famille occupe une position dominante. Elle atteint environ 89 % comme source L'analyse montre d'abord que les élus occupent la première place dans les attentes citoyennes. Environ 74 % des répondants considèrent qu'ils devraient intervenir pour le bien collectif. Cependant, seuls près de 54 % estiment qu'ils interviennent effectivement. Cet écart d'environ 20 points traduit une attente forte envers les représentants politiques, mais aussi une perception d'insuffisance dans leur action concrète. Les élus sont donc reconnus comme légitimes, mais leur intervention est jugée en dessous des attentes. Les plus éduqués présentent également un niveau élevé de légitimité attendue, avec environ 69 %, contre près de 47 % d'intervention perçue. L'écart est donc d'environ 22 points. Cette situation indique que l'éducation est associée à une capacité d'intervention pour le bien collectif, mais que cette capacité n'est pas pleinement perçue dans les faits. Les plus riches suivent une tendance proche, avec environ 68 % de légitimité attendue et 42 % d'intervention perçue, soit un écart d'environ 26 points. La richesse apparaît ainsi comme une source possible d'influence sociale, mais son engagement effectif semble plus limité. Les personnes ayant déjà montré leur engagement sont aussi fortement attendues, avec environ 68 % de légitimité, mais leur intervention perçue est d'environ 47 %. L'écart de 21 points montre que l'expérience d'engagement constitue une base de légitimité, mais ne garantit pas une reconnaissance suffisante de l'action réelle. Les aînés obtiennent environ 61 % d'attente contre 40 % d'intervention perçue, ce qui indique que la légitimité traditionnelle reste présente, même si elle semble moins forte que celle des élus, des plus éduqués ou des plus riches. La catégorie « vous en tant que citoyen » est particulièrement importante pour votre sujet. Environ 60 % des répondants considèrent que le citoyen devrait intervenir pour le bien collectif, mais seulement 34 % perçoivent cette intervention comme réelle. L'écart d'environ 26 points révèle une faiblesse de la participation citoyenne effective. Les citoyens reconnaissent donc théoriquement leur rôle, mais ce rôle reste limité dans la pratique ou n'est pas suffisamment visible. Cette situation peut être liée au sentiment d'impuissance, au manque de dispositifs de concertation ou à la faible efficacité perçue de l'action citoyenne. Les grandes familles occupent une place intermédiaire, avec environ 62 % de légitimité attendue et 38 % d'intervention perçue. L'écart d'environ 24 points montre que leur poids social reste reconnu, mais que leur contribution concrète au bien collectif paraît moins évidente. Cela suggère que les formes traditionnelles d'autorité ou d'influence sociale ne suffisent plus à répondre pleinement aux attentes citoyennes.

3.1.3 Déficit d'effectivité des acteurs légitimes dans l'action collective

La figure ci-dessous présente l'écart entre les attentes citoyennes et l'intervention perçue des différents acteurs considérés comme susceptibles d'agir pour le bien collectif. Elle permet de mesurer la distance entre ce que les citoyens attendent des acteurs sociaux et politiques, et ce qu'ils estiment observer dans la réalité. L'écart est exprimé en points de pourcentage : plus il est élevé, plus la différence entre légitimité attendue et intervention effective perçue est importante.

Figure 3: Déficit d'effectivité des acteurs légitimes dans l'action collective



Source : Auteur 2026

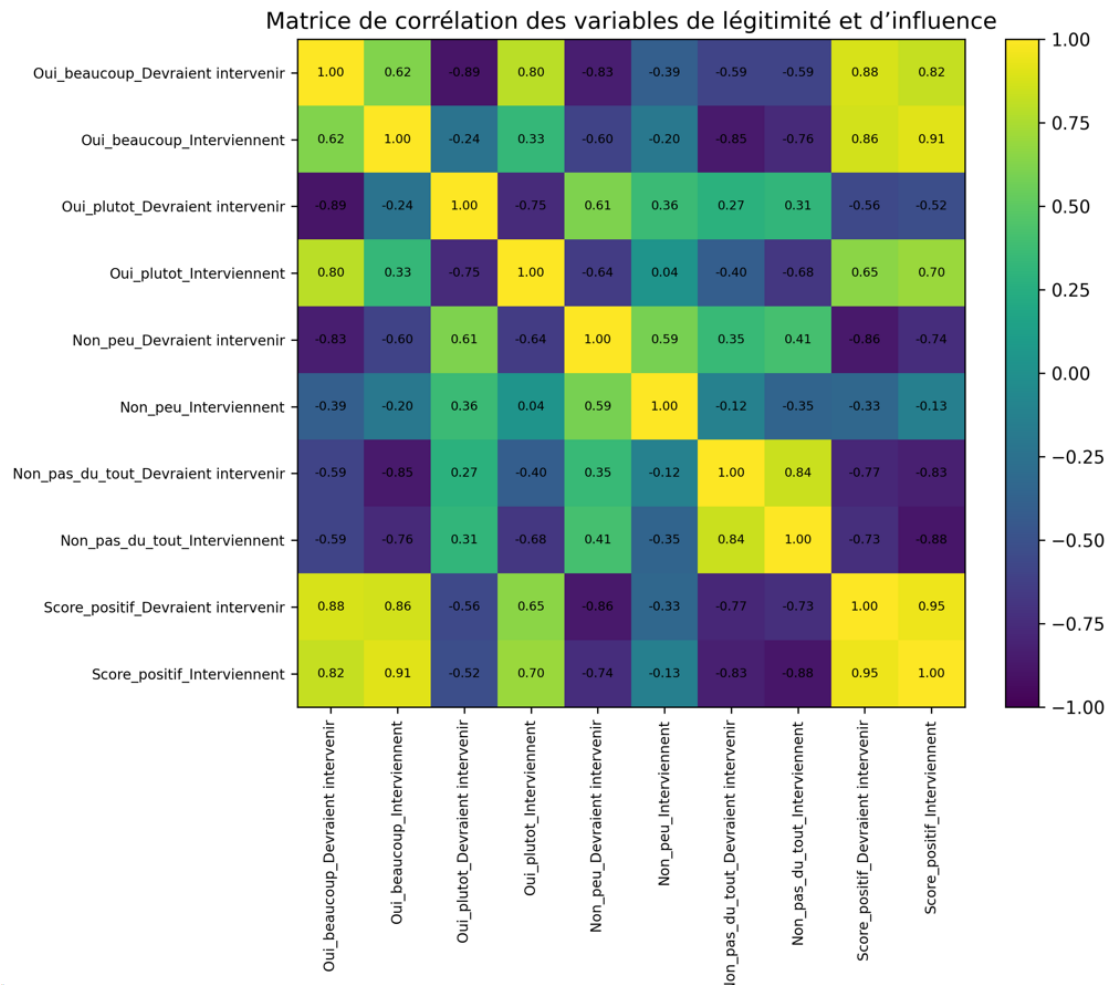
Interprétation

L'analyse montre que l'écart le plus élevé concerne la catégorie « vous en tant que citoyen », avec 26 points. Cette valeur indique que les citoyens reconnaissent théoriquement leur propre rôle dans le bien collectif, mais que cette intervention reste faiblement perçue dans la pratique. Ce résultat traduit un sentiment d'impuissance ou une difficulté à transformer la conscience citoyenne en action réelle. Il montre aussi que la participation citoyenne ne dépend pas seulement de la volonté individuelle, mais aussi de l'existence de cadres concrets permettant aux citoyens d'agir. Les plus riches présentent également un écart de 26 points. Cette situation signifie qu'ils sont perçus comme ayant une capacité ou une responsabilité d'intervention, mais que leur contribution réelle au bien collectif paraît insuffisante. Les grandes familles suivent avec un écart de 24 points, ce qui montre que les formes traditionnelles d'influence sociale restent reconnues, mais qu'elles ne répondent pas pleinement aux attentes citoyennes. Ces résultats suggèrent que les ressources sociales, économiques ou symboliques ne se traduisent pas automatiquement par une action collective visible. Les plus éduqués présentent un écart de 22 points. Leur niveau d'instruction est associé à une légitimité d'intervention, mais leur rôle concret semble rester limité. Les aînés et les personnes ayant montré leur engagement présentent chacun un écart de 21 points. Ces catégories disposent donc d'une légitimité sociale importante, fondée sur l'expérience, l'âge ou l'engagement passé, mais leur intervention demeure perçue comme inférieure aux attentes. Les élus présentent l'écart le plus faible du graphique, avec 20 points. Toutefois, cet écart reste important. Il indique que, même si les élus sont les acteurs les plus directement associés à l'action publique, leur intervention est encore jugée insuffisante par rapport aux attentes citoyennes. Ce résultat met en évidence une fragilité de la confiance institutionnelle : les citoyens attendent beaucoup des représentants politiques, mais ils ne perçoivent pas toujours une action à la hauteur de ces attentes.

3.1.4 Cohérence statistique entre légitimité attendue et intervention perçue des acteurs du bien collectif

La figure suivante présente une matrice de corrélation entre les variables relatives à la légitimité attendue et à l'intervention perçue des différents acteurs du bien collectif. Elle permet d'observer les relations entre les réponses positives, les réponses négatives et les scores synthétiques utilisés pour comparer les attentes citoyennes avec l'effectivité perçue de l'action. Les coefficients varient de -1 à 1 : une valeur positive indique que deux variables évoluent dans le même sens, tandis qu'une valeur négative signifie qu'elles évoluent en sens opposé.

Figure 4: Cohérence statistique entre légitimité attendue et intervention perçue des acteurs du bien collectif



Source : Auteur 2026

Interprétation

L'analyse montre d'abord une forte relation entre les scores positifs de légitimité attendue et les scores positifs d'intervention perçue. Le coefficient entre "Score positif – devraient intervenir « et "Score positif – interviennent « atteint 0,95. Cette valeur indique que les acteurs considérés comme légitimes pour intervenir sont aussi, dans une certaine mesure, ceux qui sont perçus comme intervenant effectivement. Autrement dit, les citoyens ne séparent pas totalement la légitimité attendue de l'action observée. Cependant, cette relation positive ne signifie pas que les interventions sont suffisantes ; elle indique seulement que les deux dimensions suivent une tendance proche. La variable "Oui beaucoup – devraient intervenir « est fortement corrélée avec le score positif attendu, avec un coefficient de 0,88, et avec le score positif d'intervention perçue, avec 0,82. Cela signifie que les réponses les plus affirmatives jouent un rôle important dans la construction de la légitimité globale. Les citoyens qui considèrent fortement qu'un acteur devrait intervenir tendent aussi à associer cet acteur à une certaine intervention effective. La relation est également élevée entre "Oui beaucoup – interviennent « et le score positif d'intervention perçue, avec 0,91, ce qui confirme que l'intervention perçue repose surtout sur les réponses positives les plus fortes. La matrice montre aussi une opposition nette entre les réponses positives et les réponses négatives. Par exemple, "Oui beaucoup – devraient intervenir « est fortement corrélé négativement avec "Non peu – devraient intervenir « avec -0,83, et avec "Non pas du tout – devraient intervenir « avec -0,59. De même, le score positif attendu est fortement opposé à "Non peu – devraient intervenir « avec -0,86 et à "Non pas du tout – devraient intervenir « avec -0,77. Cela confirme que plus les citoyens reconnaissent la légitimité d'un acteur, moins ils expriment de réserves ou de rejet à son égard. Concernant l'intervention perçue, les relations négatives sont également très marquées. Le score positif d'intervention est corrélé négativement avec "Non pas du tout – interviennent « à -0,88 et avec "Non peu – devraient intervenir « à -0,74. Cela signifie que les acteurs perçus comme intervenant réellement sont moins associés aux jugements négatifs. Cette opposition entre reconnaissance positive et perception négative montre que l'évaluation de l'action des acteurs repose sur une logique assez

cohérente : les catégories valorisées sont moins rejetées, tandis que les catégories peu reconnues sont davantage associées à l'absence d'intervention. Une relation intéressante apparaît aussi entre les deux formes de rejet total. Le coefficient entre "Non pas du tout – devraient intervenir «et "Non pas du tout – interviennent « est de 0,84. Cette valeur indique que les acteurs qui ne sont pas considérés comme devant intervenir sont aussi souvent perçus comme n'intervenant pas réellement. Cette cohérence montre que, dans l'opinion des citoyens, la faible légitimité et la faible intervention peuvent se renforcer mutuellement. La corrélation élevée entre les deux scores positifs doit toutefois être interprétée avec prudence. Comme ces scores sont construits à partir des réponses "oui beaucoup «et "oui plutôt", certaines fortes corrélations sont en partie liées à la méthode de calcul. Il ne s'agit donc pas nécessairement d'une relation causale indépendante, mais plutôt d'un indicateur de cohérence entre les différentes variables. La matrice permet surtout de vérifier que les réponses positives, les réponses négatives et les scores synthétiques évoluent de manière logique.

3.2 Discussions

Les résultats montrent que la confiance citoyenne à Madagascar est fragilisée par un décalage entre les perceptions des citoyens et l'action publique perçue. Le sentiment d'insécurité apparaît plus élevé que les expériences directes d'insécurité. Cela signifie que la peur ne dépend pas seulement des faits réellement vécus, mais aussi du climat social, de l'incertitude et de la confiance accordée aux institutions. L'analyse révèle aussi un écart important entre la légitimité accordée aux acteurs malgaches et leur intervention perçue. Les citoyens reconnaissent que les élus, les personnes éduquées, les plus riches, les aînés, les grandes familles et les citoyens eux-mêmes devraient contribuer au bien collectif. Cependant, leur action réelle est jugée insuffisante. Cet écart montre que la confiance ne repose pas seulement sur le statut ou la reconnaissance sociale des acteurs, mais sur leur capacité à agir de manière visible et efficace. Le cas des citoyens eux-mêmes est particulièrement significatif. L'écart entre leur rôle attendu et leur intervention perçue traduit un sentiment d'impuissance. Les citoyens savent qu'ils ont une responsabilité dans la vie collective, mais ils ne disposent pas toujours des moyens, des espaces ou de la confiance nécessaires pour agir réellement. Ces résultats montrent que la construction de la confiance citoyenne exige une action publique plus proche, plus lisible et plus redevable. Les collectivités territoriales malgaches doivent renforcer les dispositifs de concertation, améliorer la communication avec les citoyens et rendre visibles les réponses apportées aux problèmes locaux. La confiance peut se reconstruire lorsque les citoyens constatent que leurs préoccupations sont entendues et que les acteurs légitimes interviennent concrètement pour le bien collectif.

4 Conclusion

Les résultats montrent que la confiance citoyenne à Madagascar est fragilisée par un décalage entre les perceptions des citoyens et l'action publique perçue. Le sentiment d'insécurité apparaît plus élevé que les expériences directes d'insécurité. Cela signifie que la peur ne dépend pas seulement des faits réellement vécus, mais aussi du climat social, de l'incertitude et de la confiance accordée aux institutions. L'analyse révèle aussi un écart important entre la légitimité accordée aux acteurs malgaches et leur intervention perçue. Les citoyens reconnaissent que les élus, les personnes éduquées, les plus riches, les aînés, les grandes familles et les citoyens eux-mêmes devraient contribuer au bien collectif. Cependant, leur action réelle est jugée insuffisante. Cet écart montre que la confiance ne repose pas seulement sur le statut ou la reconnaissance sociale des acteurs, mais sur leur capacité à agir de manière visible et efficace. Le cas des citoyens eux-mêmes est particulièrement significatif. L'écart entre leur rôle attendu et leur intervention perçue traduit un sentiment d'impuissance. Les citoyens savent qu'ils ont une responsabilité dans la vie collective, mais ils ne disposent pas toujours des moyens, des espaces ou de la confiance nécessaires pour agir réellement. Ces résultats montrent que la construction de la confiance citoyenne exige une action publique plus proche, plus lisible et plus redevable. Les collectivités territoriales malgaches doivent renforcer les dispositifs de concertation, améliorer la communication avec les citoyens et rendre visibles les réponses apportées aux problèmes locaux. La confiance peut se reconstruire lorsque les citoyens constatent que leurs préoccupations sont entendues et que les acteurs légitimes interviennent concrètement pour le bien collectif.

REFERENCES

- [1] Wachsberger, J.-M., Razafindrakoto, M. and Roubaud, F. (2016) Étude sur les perceptions et attentes citoyennes concernant l'exercice du pouvoir à Madagascar. Projet INCIPALS, ECES, Collateral Creations.
- [2] Afrobaromètre and COEF Ressources (2013) La participation citoyenne à Madagascar : Afrobaromètre Round 5 à Madagascar – diffusion des premiers résultats. Communiqué de presse, novembre 2013.
- [3] Razafimamonjy, M.R. (2014) Gouvernance, corruption et confiance à l'égard des institutions à Madagascar. Afrobarometer Briefing Paper No. 140.

- [4] World Bank (2010) Decentralization in Madagascar. Washington, DC: World Bank.
- [5] GIZ (2023) Communal Development and Decentralisation III: Promoting Citizen Participation and Decentralisation in Madagascar. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.
- [6] Arnstein, S.R. (1969) 'A Ladder of Citizen Participation', Journal of the American Institute of Planners, 35(4), pp. 216–224.
- [7] Putnam, R.D. (1993) Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy. Princeton: Princeton University Press.
- [8] Yin, R.K. (2018) Case Study Research and Applications: Design and Methods. 6th ed. Los Angeles: SAGE.
- [9] Miles, M.B., Huberman, A.M. and Saldaña, J. (2020) Qualitative Data Analysis: A Methods Sourcebook. 4th ed. Thousand Oaks: SAGE.
- [10] Bryman, A. (2021) Bryman's Social Research Methods. 6th ed. Oxford: Oxford University Press.
- [11] Denzin, N.K. (1978) The Research Act: A Theoretical Introduction to Sociological Methods. 2nd ed. New York: McGraw-Hill.
- [12] Wickham, H. (2014) 'Tidy Data', Journal of Statistical Software, 59(10), pp. 1–23.
- [13] VanderPlas, J. (2023) Python Data Science Handbook: Essential Tools for Working with Data. 2nd ed. Sebastopol: O'Reilly Media.
- [14] Virtanen, P., Gommers, R., Oliphant, T.E. et al. (2020) 'SciPy 1.0: Fundamental Algorithms for Scientific Computing in Python', Nature Methods, 17, pp. 261–272.
- [15] Kluyver, T., Ragan-Kelley, B., Pérez, F. et al. (2016) 'Jupyter Notebooks — a publishing format for reproducible computational workflows', in Loizides, F. and Schmidt, B. (eds.) Positioning and Power in Academic Publishing: Players, Agents and Agendas. Amsterdam: IOS Press, pp. 87–90.